AVIS

COUR PROVINCIALE DU MANITOBA

SUSPENSION ET RESTRICTION ADDITIONNELLES DES AUDIENCES

Centres judiciaires de Winnipeg et de Brandon

Le 10 mai 2021 (avis modifié)

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, la Cour provinciale du Manitoba a pris des mesures préventives proactives pour protéger la santé et la sécurité de tous les utilisateurs des tribunaux afin d'aider à limiter la propagation de la COVID-19 tout en fournissant les services judiciaires essentiels à la population manitobaine. Cet avis fait suite à notre avis du 15 mars 2021. En raison de la pandémie qui sévit toujours au Manitoba et des directives en matière de santé publique, des suspensions et des modifications supplémentaires entreront en vigueur le mardi **11 mai 2021**. Celles-ci resteront en vigueur **jusqu'au 31 mai 2021** ou jusqu'à ce qu'un autre avis soit publié.

À la lumière de l'augmentation du nombre de cas positifs de COVID-19 à Winnipeg, des taux de positivité à la hausse et de la suspension des cours en classe, plus particulièrement à Winnipeg et à Brandon, ces modifications touchent principalement la nécessité de se présenter aux séances à Winnipeg et à Brandon de même qu'aux séances des tribunaux itinérants desservis à partir de Winnipeg et de Brandon. Pour l'instant, les autres centres judiciaires régionaux ne sont pas concernés par cet avis. Nous surveillons toutefois la situation de près dans les autres régions et nous prendrons des mesures sans tarder advenant que la situation se détériore rapidement ailleurs. (Prière de lire l'avis du 15 mars 2021 pour prendre connaissance des séances des tribunaux itinérants régionaux qui ont cours.)

Sous réserve des exceptions énoncées ci-dessous, toutes les séances des tribunaux itinérants de Winnipeg et de Brandon sont suspendues. Les dossiers concernés seront traités virtuellement dans le cas des séances de Winnipeg et de Brandon, pour lesquelles les avocats (et les accusés, le cas échéant) seront présents à distance.

Tous les procès d'une journée ou plus de prévenus en détention prévus à Winnipeg et Brandon auront lieu. Tous les procès d'une journée de prévenus en liberté seront suspendus. Tous les procès d'une journée de prévenus en détention ou en liberté des tribunaux itinérants de Winnipeg et de Brandon seront suspendus. Les avocats sont tenus de discuter de la remise des procès concernés au calendrier après le 31 mai 2021 et d'informer le tribunal de la nouvelle date du procès le jour même pendant lequel le procès initial devait avoir lieu (par courrier électronique de préférence). Toutes les instances de plusieurs jours (pour prévenus en détention ou en liberté) prévues à Winnipeg ou à

Brandon ou aux tribunaux itinérants concernés auront lieu comme convenu, dans le respect strict des protocoles de la COVID en vigueur à ce moment-là.

Dans le cas des procès de Winnipeg, nous rappelons aux avocats d'envoyer un courrier électronique à l'audience virtuelle de fixation du rôle (VirtualTrialAssignCourt@gov.mb.ca) dès que possible pour que le juge qui préside l'audience sache si le procès va de l'avant afin qu'une salle d'audience lui soit réservée. Cela favorisera l'éloignement physique. Cette boîte aux lettres électronique est vérifiée tous les jours à partir de 9 h 15. Nous rappelons aux avocats (et à leurs témoins) de ne pas se rassembler en dehors de la salle d'audience numéro 302 en attendant qu'une salle soit affectée à leur procès. Dans le cas de Brandon, nous rappelons aux avocats et aux témoins qui se rendent sur place de respecter strictement les protocoles de la COVID et de maintenir l'éloignement social en tout temps.

Tous les procès ou toutes les affaires déjà en cours pour lesquels un juge a été saisi de la demande iront de l'avant comme prévu.

Toutes les audiences décisionnelles procéderont en presumant que toutes les parties seront présentes à distance. À Winnipeg, MS Teams est la plateforme privilégiée pour les audiences décisionnelles. À Brandon, la plateforme privilégiée est Starleaf. Nous incitons les avocats à confirmer aux coordonnateurs des audiences décisionnelles que l'affaire procédera par vidéoconférence.

Advenant qu'un avocat fasse une demande d'exception pour comparaître en personne, il doit faire une demande de permission judiciaire par courrier électronique au coordonnateur des audiences décisionnelles au moins deux jours à l'avance. La demande doit préciser la position de chacune des parties. Le coordonnateur des audiences décisionnelles acheminera ensuite le courrier électronique au juge président ou à un juge administratif si aucun juge n'a encore été affecté au dossier. Les circonstances entourant la demande de permission de comparution en personne doivent être de nature pressante ou urgente. Si les parties ne peuvent prendre part à l'audience à distance, ou encore, si le juge refuse la permission de comparution en personne, l'affaire sera alors reportée.

À Winnipeg et à Brandon, toutes les demandes de mise en liberté sous caution se feront avec toutes les parties à distance, soit par téléphone, soit par vidéo, selon les circonstances. Il incombe aux avocats d'utiliser une ligne téléphonique leur permettant de communiquer clairement avec le tribunal, et sans bruits de fond ou interruptions.

La Cour provinciale du Manitoba reste ouverte pour instruire les demandes d'affaires urgentes concernant des prévenus en liberté ainsi que pour toutes les affaires concernant des prévenus en détention.

À Winnipeg, les dossiers de la Cour provinciale continueront d'être traités au comptoir virtuellement. Personne n'aura le droit de se présenter sur place. Cependant, les gens devront appeler au tribunal pour discuter de leur dossier en composant le 204 948-3138

ou le 204 945-4612 et s'entretenir avec le juge de paix fonctionnaire entre 8 h 30 et 14 h.

À Winnipeg, les dossiers administratifs de l'aide juridique seront également traités à distance. Les avocats et les accusés n'auront pas le droit de se présenter en personne.

Protection de l'enfance

Tous les dossiers concernant la protection d'enfants seront traités virtuellement, dans les centres judiciaires concernés.

Cour des infractions provinciales

Les bureaux de la Cour des infractions provinciales situés au 373, avenue Broadway, à Winnipeg, resteront fermés au public jusqu'au 31 mai 2021 inclusivement. Les affaires relatives à la Loi sur les infractions provinciales (Winnipeg et régions), y compris les affaires relatives au Code de la route où une comparution au sujet d'un différend est prévue le 31 mai 2021 ou avant, seront ajournées en votre absence et reportées à une date ultérieure. Vous recevrez un avis précisant les nouvelles date et heure. Les bureaux de la Cour situés au 373, avenue Broadway, demeurent ouverts pour accepter les paiements d'amende seulement si les autres options à distance ne peuvent pas être utilisées. Cette suspension concerne toutes les affaires régies par la Loi sur les infractions provinciales, y compris celles relevant du Code de la route, dont les audiences sont censées avoir lieu à Winnipeg, à tous les autres centres judiciaires régionaux et aux emplacements des tribunaux itinérants, à l'exception d'un petit nombre d'affaires découlant du Code de la route qui pourront avoir lieu virtuellement. Si votre affaire doit être entendue en ligne, nous communiquerons directement avec vous.

Autres avis

La Cour provinciale du Manitoba continue de surveiller de près la situation de la santé publique. Au besoin, d'autres restrictions seront considérées dans le reste de la province. Tous les renseignements ci-dessus peuvent faire l'objet d'autres avis à mesure de l'évolution des circonstances.

PUBLIÉ PAR :

« *Original signé par :* »

**L'honorable juge en chef Margaret Wiebe
Cour provinciale du Manitoba**

DATE : le 10 mai 2021